

M. Giancarlo Valceschini
Directeur général de l'enseignement
obligatoire
Rue de la Barre 8
CH-1014 Lausanne

M. Lionel Eperon
Directeur général de l'enseignement
postobligatoire
Rue St-Martin 24
CH-1014 Lausanne

Lausanne, le 19 mars 2020

Organisation de l'enseignement durant la fermeture des établissements de formation

Monsieur les directeurs généraux,

Le SSP-Enseignement tient à rappeler le contexte exceptionnel et potentiellement bouleversant pour de nombreuses personnes ainsi que l'urgence dans laquelle cet enseignement à distance, et uniquement à distance, est mis en place. Il rappelle également que ni les enseignant·e·s, ni les élèves ne sont préparé·e·s à ce changement et certain·e·s encore moins que d'autres.

Enfin, ce type d'enseignement est fortement susceptible d'accroître les inégalités entre les élèves, ceci d'autant plus si l'accès au numérique (équipement, usage) n'est pas assuré pour toutes et tous d'entre nous, élèves et enseignant·e·s, ce qui est clairement le cas actuellement.

Pour ces raisons et au vu de l'expérience de ce début de mise en place du dispositif d'enseignement à distance, nous vous adressons, ci-dessous, un certain nombre de demandes (un autre documents de position du SSP complétant celui-ci par des considérations plus générales vous est également adressé en annexe).

1. Demandes formulées auprès de la DGEO et de la DGEP

Nous relevons donc, dans un premier temps, le caractère absolument indispensable et premier des points suivants :

- que chaque élève puisse accéder à la plateforme et donc aux informations (re)transmises par les directions et les enseignant·e·s;
- que chaque enseignant·e, y.c. les remplaçant·e·s, puisse accéder à la plateforme;
- que la direction générale s'assure que chaque élève dispose de l'équipement nécessaire pour ses apprentissages;

Ceci doit être un préalable à l'envoi aux classes par les enseignant·e·s du travail à effectuer.

Or après quelques jours de télé-enseignement, nous avons constaté qu'educanet2 était totalement surchargé et dysfonctionnel. Aujourd'hui (jeudi 19) même, educanet2 ne fonctionne plus depuis le

matin. Cela signifie que le contact avec les élèves est rompu, tout comme celui avec la direction de l'établissement.

- Nous demandons enfin que l'information donnée aux élèves et aux enseignant-e-s soit coordonnée dans le temps et dans leur contenu entre les établissements de la même direction générale (DGEO / DGEP – gymnases / écoles professionnelles). Le SSP-Enseignement constate actuellement de graves disparités entre les établissements, certaines directions laissant les enseignant-e-s ainsi que les élèves livré-e-s quasiment à elles-eux-mêmes.

En plus de ces prérequis essentiels, nous demandons aux deux directions générales:

La mise à disposition de matériel pédagogique

Qu'il soit organisé pour les enseignant-e-s et les élèves une / des possibilité(s) de commander des livres avec des librairies indépendantes qui resteraient disponibles pour des commandes on-line.

La mise à disposition de matériel pour pouvoir travailler

Tenant compte du fait qu'il est désormais très difficile de se procurer du matériel et aussi que certaines familles auront besoin de plusieurs machines en même temps (enfants à « l'école », parent en télé-travail ...), le manque d'équipement se fera forcément plus important. Nous demandons donc:

- La mise à disposition de matériel pour les enseignant-e-s: papier, enveloppes et timbres pour envoyer du matériel à domicile;
- l'organisation de prêt de matériel informatique pour équiper les enseignant-e-s qui en ont besoin : ordinateur portable, imprimante, scanner, tablette etc.
- une mise à disposition gratuite de matériel pour les élèves de l'école obligatoire, dont les besoins devront être ciblés en fonction du degré d'enseignement : crayons, feuilles de papier, feutres, colle etc. pour les plus petits ; cahiers, stylos, etc. pour les plus grands ;
- l'organisation (par établissement) de prêt de matériel informatique pour les élèves : ordinateur portable, imprimante, tablette,...

Le soutien aux enseignant-e-s

Les enseignant-e-s aussi sont inégaux-ales face au numérique, il est donc nécessaire de pouvoir soutenir celles et ceux qui sont dans la difficulté face à cette situation d'urgence. Nous demandons donc:

- La mise en place d'une *help line* à l'utilisation des différents outils et machines pour les enseignant-e-s

Autres

Nous nous interrogeons de plus sur les deux éléments suivants :

- Quelle surveillance le DFJC compte-t-il exercer sur les entreprises de coaching scolaire qui, attirées par le gros marché potentiel des personnes inquiètes pour l'avenir scolaire de leurs enfants, profiteraient sans scrupule de cette aubaine en offrant des services payants et totalement incontrôlés.
- Comment pense-t-il organiser les engagements pour l'année scolaire 2020-2021 ?

2. Demandes spécifiquement adressées à la DGEO

Nous relevons ici, en préambule, la nécessité que la DGEO puisse fournir à chaque enseignant-e et élève des outils sécurisés, protégeant leurs données personnelles et leur droit à l'image.

Après le lancement de *TeamUp*, il est nécessaire de fournir:

- une plateforme vidéo accessible pour un-e enseignant-e (type chaîne *youtube*); une plateforme facile pour des discussions en classe avec toutes et tous les élèves;

- des accès aux sites des éditeurs·rices (négociés avec elles-eux) pour les enseignant-e-s et les élèves;
- une adaptation des plateformes existantes (en particulier e-media) d'une système de fiches pdf à imprimer en exercices à faire en ligne;
- des outils fonctionnels permettant de favoriser l'échange de documents et la collaboration entre les collègues d'un même établissement.

3. Demandes spécifiquement adressées à la DGEP

Actuellement les enseignant-e-s et les élèves disposent d'une plateforme sécurisée à travers educanet2. Or, comme vu ci-dessus, celle-ci présente de lourds dysfonctionnements; de plus, l'espace de stockage à disposition est clairement trop limité pour que les enseignant-e-s puissent pratiquer réellement le télé-travail.

Est-il possible d'envisager une autre plateforme sécurisée ou une amélioration de la plateforme existante afin de répondre aux besoins suivants ? En s'inspirant de ce qui est en train de se préparer à la DGEO, qu'est-ce que le département prévoit à moyen terme ?

Cette plateforme devrait ainsi pouvoir :

- offrir la possibilité de communiquer avec l'ensemble d'une classe / d'un groupe / d'une option;
- par mail et par chat (le chat doit aussi inclure la possibilité de prendre contact individuellement avec l'élève);
- offrir la possibilité de créer des classeurs pour y stocker des documents à mettre à disposition d'une classe. Ces classeurs doivent pouvoir stocker un grand nombre de documents, de tous formats (pdf, word, jpeg, jpn, mp3, mp4). Educanet2 ne permet rien de tout cela;
- avoir une capacité suffisante pour permettre l'utilisation simultanée de milliers d'utilisateurs·rices sans perturbation. Nous avons d'ores et déjà constaté des problèmes à ce niveau où il n'est plus possible d'effectuer des opérations, où la plateforme est à l'arrêt;
- mettre à disposition des outils sécurisés pour des enregistrements sonores;
- mettre à disposition des outils permettant de créer des exercices à faire en ligne;
- mettre à disposition un logiciel permettant de créer des fiches pdf interactives (seule la version payante du logiciel *Adobe Acrobat Reader* le permet).

Vu les dysfonctionnements de ces derniers jours et les insuffisances de la plateforme, les enseignant-e-s utilisent déjà des plateformes privées, qui les mettent en danger elles-eux et leurs élèves.

En effet, en l'état actuel des connaissances du grand public et des médias, l'utilisation des messageries tel *WhatsApp* ou *Facebook* ne donnent lieu à aucune forme de garantie sur la confidentialité des échanges informatisé. C'est problématique concernant le statut des élèves malades ou non, des enseignant-e-s malades ou non, des familles concernées, de la propagation et du nombre de personnes affectées ou non... Ces données sensibles, ne peuvent être laissées librement accessibles à des entreprises privées sur For américain.

Ces messagerie récoltent non seulement les données échangées, mais également le contenu de téléphone portable, la liste des contacts, les photographies, les dates de naissance, des informations bancaires, et position GPS, les déplacements, etc. Ce sont également des données confidentielles fortement sensibles.

Selon les *cryptoleaks*, les messageries écoutent également en permanence le contenu des échanges autour de l'appareil. Sans être paranoïaque, nous savons que les algorithmes peuvent ainsi saisir des mots, adresser de manière ciblée de la publicité, orienter des recherches sur Internet par la suite, mettre à disposition des contenus inappropriés à destination des élèves...

- Quelles garanties et quelle sécurité le DFJC peut-il nous apporter sur ces derniers éléments ? Il nous semblerait légitime que les enseignant-e-s puissent refuser ce type de communication.

Par ailleurs, nous demandons :

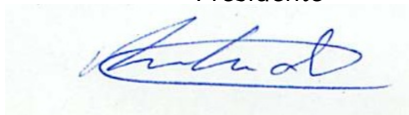
- La possibilité d'accéder aux ressources documentaires sur abonnement qui nécessitent d'être présent-e-s dans l'établissement (mots de passe exceptionnels de la bibliothèque cantonale pour tous les établissements).

Cette liste n'est pas exhaustive et est appelée à être complétée dans les prochains jours et prochaines semaines en fonction des besoins que nous identifierons, grâce aux informations des enseignant-e-s.

Dans l'attente de vos réponses et certain-e-s que vous comprendrez la nécessité de prendre en compte nos demandes, nous vous adressons, Messieurs les directeurs généraux, nos salutations les meilleures.

Pour le SSP-Enseignement

Cora Antonioli
Présidente



Raphael Ramuz
Secrétaire



Annexes:

- ment.

Copie:

- Mme C. Amarelle, cheffe du DFJC.